

d'une façon ou d'une autre, en fin de compte, une souveraineté bien à elles.

Je ne crois pas qu'il y ait moyen d'échapper à l'idée de souveraineté. Qui dit souveraineté pense au pouvoir et au peuple. C'est là, je crois, qu'il faut d'abord chercher la solution, et remettre le pouvoir entre les mains du peuple. Si nous voulons sortir de l'impasse actuelle, et je crois que ce serait un pas important à franchir—un pas essentiel à la survie de la civilisation—nous devons démontrer plus de créativité et façonner un mécanisme politique nouveau que les peuples pourraient investir de leur pouvoir afin d'en user dans un forum international, non pas seulement par le truchement de leurs gouvernements nationaux, mais directement de leur propre chef.

Si vous me le permettez, je vais utiliser l'exemple de la fédération canadienne. Nous sommes ici réunis à titre de députés d'un parlement fédéral qui connaît une foule de questions importantes pour le pays, non pas parce que dix provinces et deux territoires ont créé ce Parlement et nous ont délégués ici en tant que particuliers, mais parce que 21 ou 22 millions de personnes qui se disent Canadiens aux élections régulières élisent leurs représentants à ce forum-ci pour s'occuper en leur nom des affaires de l'État.

Voilà peut-être un genre de fédéralisme qui d'un point de vue mondial pourrait en effet nous permettre de sortir de l'impasse où nous sommes actuellement. C'est essentiellement une impasse à trois titres. Il y a la question des juridictions, et ce problème, je pense, continuera à nous hanter tant qu'il n'y aura pas consensus réel sur la mesure d'indépendance avec laquelle cet organisme peut agir. Son fonctionnement sera encore limité par le fait que son financement dépend des caprices et des intérêts des États membres, et nous savons trop bien à quel point cet organisme peut devenir impuissant quand son financement tient à une collaboration de ce genre. Troisièmement, la liberté avec laquelle cet organisme peut s'acquitter de sa tâche correspond à la mesure de liberté que chacun des États membres, et en particulier les plus puissants, consentent à lui accorder.

Je suppose que si le député de Notre-Dame-de-Grâce a passé pour un idéaliste, mes suggestions passeront pour celles d'un idéaliste égaré. Mais, monsieur l'Orateur, l'heure est venue, à mon avis, de réaliser qu'à moins de consentir à attaquer à la racine les difficultés qu'il y a d'instaurer dans l'univers une quelconque formule capable d'assurer la loi et l'ordre, nous ne ferons qu'amorcer le mécanisme d'un facteur de pression qui, quand

viendra l'explosion, ne manquera personne. Il est clair que depuis 25 ans la pression a été assez forte pour meurtrir des millions de gens. En ce moment, ils continuent d'être meurtris.

• (5.30 p.m.)

A mon sens, le Canada, qui est l'un des rares pays à avoir expérimenté le fédéralisme avec efficacité et succès, pourrait apporter, dans ce domaine, une contribution unique en son genre. Nous avons un premier ministre (M. Trudeau) qui proclame sa foi dans le fédéralisme, la forme de gouvernement qui devrait, dit-il, être la meilleure pour une communauté internationale. Je félicite le député d'avoir présenté cette proposition concernant la réforme de la Charte des Nations Unies. Je déclare que ce n'est là qu'un premier pas annonçant un changement important. Cette proposition nous permettrait de mettre en place un gouvernement responsable envers le peuple, et qui garantirait cette sorte de paix, de bonne administration et de sécurité dont les peuples de l'ère moderne ont si désespérément besoin.

**M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville):** Monsieur l'Orateur, puis-je dès maintenant féliciter le député de Notre-Dame-de-Grâce (M. Allmand) d'avoir présenté cet avis de motion émanant d'un député, demandant au gouvernement de prendre l'initiative de renforcer la Charte des Nations Unies pour faire de celles-ci un organisme international plus efficace.

J'espère que la Chambre enverra cet avis de motion au comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale pour qu'il lui soit donné la suite appropriée. J'espère aussi que cette question reviendra bientôt devant la Chambre sous forme de mesure législative.

Comme le député d'Egmont (M. MacDonald), je ne peux que souligner l'importance de cette question. Je souhaite souvent que les députés la considèrent comme hautement prioritaire et commencent à faire voir qu'ils se préoccupent davantage de l'avenir de la communauté mondiale et de ce qui nous attend dans les 15 ou 20 ans à venir. Le député d'Egmont m'a devancé et a fait certains commentaires que j'allais faire moi-même sur nos raisons de créer une organisation mondiale dotée de pouvoirs réels et d'une grande mesure de souveraineté.

Avec les progrès de l'automatisation et de la technologie, le monde se transforme de plus en plus rapidement en un grand village. Aujourd'hui, les frontières nationales n'ont plus l'importance qu'elles avaient il y a cinq